

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/4

24 novembre 1995

(95-3741)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

CLAUSES DE SAUVEGARDE DES ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

Note du Secrétariat

1. A sa deuxième réunion, tenue le 18 octobre 1995, le Groupe de travail a demandé au Secrétariat de lui communiquer les renseignements disponibles sur tous les cas dans lesquels des sauvegardes ont été invoquées dans le domaine des services ainsi que sur les procédures et les critères définis par divers accords commerciaux régionaux, s'agissant de recours à des clauses de sauvegarde visant le commerce des services. Le Secrétariat n'a pas pu trouver d'exemple de ce type de recours. Les renseignements sur les procédures et les critères envisagés par différents accords régionaux qui permettent d'avoir recours à ces mesures sont présentés ci-après.

2. Les renseignements communiqués par la présente note sont axés sur les mesures de sauvegarde d'urgence propres à un secteur ou à une branche d'activité au sens de l'article XIX du GATT, dans la mesure où elles diffèrent des clauses de sauvegarde de caractère général telles que celles qui concernent les mesures prises au titre de la balance des paiements en application de l'article XII de l'AGCS ou des sauvegardes de caractère continu qui constituent des exceptions aux obligations générales au sens de l'article XIV de l'AGCS. Il convient toutefois de souligner que les critères différents qui sont appliqués pour le recours aux mesures de sauvegarde ne sont pas toujours traités séparément, ce qui vaut également pour les procédures qui y sont liées. La présente note fait une distinction entre la justification des mesures, les procédures requises pour recourir à ces mesures et la nature des mesures admissibles.

Procédures et critères définis en application d'accords commerciaux régionaux permettant d'invoquer des sauvegardes dans le domaine des services

Convention instituant l'Accord européen (avec la Pologne)¹

L'article 51 précise que pendant les périodes de transition qui y sont spécifiées, le signataire concerné² peut prendre des mesures qui dérogent aux dispositions prévues, notamment des mesures de sauvegarde d'urgence.

¹L'Accord entre l'UE et la Pologne est employé à titre d'exemple. Des accords tout à fait comparables ont été signés entre l'UE et plusieurs autres pays d'Europe orientale.

²Les accords européens présentent une asymétrie en ce sens que la Communauté européenne ne peut pas recourir à ce mécanisme de sauvegarde.

Justification

Une branche d'activité nationale peut avoir le droit de recourir à des sauvegardes d'urgence si elle est:

- i) en cours de restructuration;
- ii) confrontée à de graves difficultés, notamment lorsque ces dernières entraînent de graves problèmes sociaux;
- iii) exposée à la suppression ou à une réduction draconienne de la part de marché totale détenue par des sociétés ou des ressortissants nationaux dans une industrie ou un secteur donné du pays importateur;
- iv) nouvellement apparue.

Procédures

- i) les mesures concrètes qui vont être adoptées doivent être notifiées au préalable au conseil d'association;
- ii) le pays qui adopte la mesure de sauvegarde doit consulter le conseil d'association;
- iii) des mesures ne peuvent pas être imposées pendant un délai de 30 jours au moins après la notification au conseil;
- iv) en cas d'urgence, s'il y a menace de dommage irréparable, des mesures peuvent être prises sans consultation préalable, mais le pays adoptant les mesures doit consulter le conseil d'association immédiatement après l'adoption desdites mesures.

N.B. A l'issue des périodes de transition mentionnées ci-dessus, ces mesures ne peuvent être instaurées qu'avec l'autorisation du conseil d'association et selon les conditions déterminées par celui-ci.

Mesures

Ces mesures doivent:

- i) être raisonnables et nécessaires afin de remédier à la situation;
- ii) ne pas viser des sociétés ou des ressortissants de la Communauté déjà établis sur le territoire du pays signataire importateur;
- iii) toutes les fois que cela sera possible, octroyer un traitement préférentiel aux sociétés et aux ressortissants de la Communauté;
- iv) cesser d'être appliquées selon les dispositions définies pour la période de transition.

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)

L'ALENA énonce une clause de sauvegarde d'urgence concernant les services financiers.

Justification

- i) Si la somme du capital autorisé des banques commerciales étrangères affiliées (selon la définition de la liste du Mexique à l'annexe VII), mesurée en pourcentage du capital global de toutes les banques commerciales du Mexique, atteint 25 pour cent, le Mexique pourra demander des consultations avec les autres Parties sur les effets préjudiciables pouvant découler de la présence des banques commerciales des autres Parties sur le marché mexicain.
- ii) Lorsqu'elles examineront les effets préjudiciables possibles, les Parties tiendront compte:
 - a) du risque que des non-Mexicains puissent exercer un contrôle excessif sur le système des paiements du Mexique;
 - b) de l'effet que les banques commerciales étrangères établies au Mexique peuvent avoir sur la capacité du Mexique de mener sa politique monétaire et sa politique de taux de change;
 - c) de l'adéquation de l'accord quant à la protection du système des paiements du Mexique.

Procédures

- i) une demande de consultation à mener à terme rapidement doit être adressée aux Parties concernées;
- ii) si les consultations ne permettent pas d'arriver à un consensus, toute Partie pourra demander l'institution d'un groupe spécial arbitral qui présentera sa détermination dans un délai de 60 jours.

Mesures

Aucune précision n'est fournie sur la nature des "mesures correctives".

Accord sur l'Espace économique européen (EEE)

Des mesures de sauvegarde d'urgence sont autorisées dans le cadre de l'EEE.

Justification

Les critères qui permettent d'avoir recours à des mesures de sauvegarde sont les suivants:

- i) difficultés sérieuses d'ordre économique, sociétal ou environnemental, de nature sectorielle ou régionale, susceptibles de persister.

Procédures

La Partie qui envisage de prendre des mesures de sauvegarde doit:

- i) en aviser sans délai l'autre Partie par le Comité mixte de l'EEE et fournir toutes les informations utiles;

- ii) engager immédiatement des consultations au sein du Comité mixte de l'EEE;
- iii) ne pas prendre de mesures avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de notification, à moins que la procédure de consultation n'ait été achevée avant l'expiration de ce délai;
- iv) lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, les mesures de protection strictement nécessaires pour remédier à la situation peuvent être appliquées;
- v) notifier sans délai les mesures qu'elle a prises;
- vi) avoir des consultations sur les mesures prises tous les trois mois à compter de leur adoption, en vue de leur suppression avant la date d'expiration prévue ou de la limitation de leur champ d'application;
- vii) le Comité mixte de l'EEE peut être invité à tout moment à réviser de telles mesures.

Mesures

- i) ces mesures sont limitées, dans leur champ d'application et leur durée, à ce qui est strictement indispensable pour remédier à la situation;
- ii) par priorité devront être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement de l'accord.

Le Marché commun andin

L'Accord de Carthagène prévoit des clauses de sauvegarde d'urgence.

Justification

Une mesure de sauvegarde peut être prise si un Etat membre éprouve des difficultés quant à ses recettes fiscales en raison de l'exécution du programme de libération de l'accord.

Procédures

Le pays membre peut demander au Comité de proposer à la Commission des mesures visant à résoudre le problème.

Mesures

Les mesures ne sont pas précisées mais il doit être tenu compte du niveau de développement économique relatif du pays concerné.

Communauté européenne (CE)

La clause de sauvegarde de la CE prévue par les dispositions générales du Traité instituant la CEE couvre un large éventail de situations qui peuvent déclencher des mesures de sauvegarde, notamment des mesures d'urgence.

Justification

Les motifs des mesures de sauvegarde sont les suivants:

- i) difficultés économiques dues à l'exécution de mesures de politique commerciale prises en conformité avec les obligations conventionnelles de tout Etat membre.

Procédures

- i) une demande doit être présentée à la Commission qui décide si elle autorise la mesure ou non;
- ii) en cas d'urgence et pendant la période de transition, un Etat membre peut prendre la mesure nécessaire et la notifier ensuite aux Etats membres concernés ainsi qu'à la Commission;
- iii) la Commission est habilitée à exiger la suppression ou la modification de la mesure.

Mesures

Les types de mesures de protection autorisées ne sont pas précisés mais les mesures doivent:

- i) créer le moins de perturbations possible dans le fonctionnement du marché commun;
- ii) tenir compte de la nécessité de hâter, dans la mesure du possible, l'établissement du tarif douanier commun.